

Les espaces publics, la démocratie et les gauches en Amérique latine, sous la direction de Julián Durazo Herrmann, Québec, Presses de l'Université Laval, 2019, 254 p.

Francis Therrien

Volume 41, numéro 1, 2022

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1085196ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1085196ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Therrien, F. (2022). Compte rendu de [*Les espaces publics, la démocratie et les gauches en Amérique latine*, sous la direction de Julián Durazo Herrmann, Québec, Presses de l'Université Laval, 2019, 254 p.] *Politique et Sociétés*, 41(1), 214–216. <https://doi.org/10.7202/1085196ar>

habituel chez les électeurs. Les analyses de Blais et Daoust montrent clairement que les considérations de vote expliquent pourquoi les électeurs votent ou pas, et ce, même chez les électeurs pour qui voter pourrait être une habitude (c'est-à-dire les citoyens les plus âgés). Ces résultats mettent en doute une théorie qui semble partagée par plusieurs chercheurs mais qui n'a – jusqu'à présent – pas vraiment été testée de façon convaincante.

Bien que cet ouvrage soit intéressant, il y a quelques critiques qui peuvent lui être faites. Celles-ci restent mineures et les auteurs en reconnaissent eux-mêmes plusieurs. Une des critiques importantes que l'on puisse formuler est que leur conceptualisation des quatre considérations est un peu décousue. La quatrième, la perception des électeurs de la facilité de voter, n'est pas une motivation pour voter en soi, mais reflète plutôt un calcul par les électeurs des coûts-avantages du fait de voter. Les auteurs admettent que cette considération soit un cas particulier, mais ils l'incluent tout de même dans leur modèle pour que ce soit plus complet (p. 13). Cette inclusion est effectivement nécessaire, mais crée une confusion quant aux considérations les plus importantes dans un ouvrage qui se penche sur la motivation des électeurs à voter.

La plus grande critique concerne les données qui sont utilisées pour leur recherche. Les données du MEDW sont transversales et, comme les auteurs le reconnaissent, des données longitudinales seraient plus appropriées pour tester et valider le modèle qu'ils proposent (p. 22). Il est toutefois difficile de les critiquer sur cet aspect, car de telles données ne sont pas disponibles de la même manière que celles du MEDW, qui sont très appropriées pour des études comparées. Les limites inhérentes aux données font en sorte qu'on a l'impression que plus d'études sur le sujet seront nécessaires à l'avenir, quand des données longitudinales et une littérature plus élaborée sur leurs considérations seront disponibles. C'est particulièrement le cas pour le devoir de voter, car les auteurs notent qu'il n'y a pas beaucoup d'écrits ni de données disponibles sur ce sujet pour le

moment. Donc, même si le modèle qu'André Blais et Jean-François Daoust proposent est fort convaincant, il est évident que plus de travail sera nécessaire à l'avenir pour valider les résultats avec des données encore plus riches.

The Motivation to Vote est un livre intéressant, utile et représente certainement une contribution importante dans le champ de la participation électorale. Mais, en même temps, il semble que l'ouvrage soit le début d'un questionnement plutôt que la fin de la réflexion sur ce sujet. L'ouvrage génère assez d'avenues pour des recherches futures et il pourra inspirer d'autres chercheurs qui désirent se pencher sur cette question. C'est une lecture hautement recommandée pour les étudiants ou les chercheurs qui examinent les raisons pour lesquelles les citoyens votent.

Matthew Taylor

Étudiant au doctorat en science politique,
Université de Montréal
matthew.taylor@umontreal.ca

Les espaces publics, la démocratie et les gauches en Amérique latine, sous la direction de Julián Durazo Herrmann, Québec, Presses de l'Université Laval, 2019, 254 p.

Brossant un portrait de la situation politique de divers pays, principalement sud-américains, l'ouvrage dirigé par Julián Durazo Herrmann rassemble des textes de chercheur-es affilié-es autant dans des universités québécoises ou états-uniennes que latino-américaines. Au fil de ses huit chapitres, *Les espaces publics, la démocratie et les gauches en Amérique latine* couvre le territoire de six États nationaux sud-américains – Équateur, Venezuela, Brésil, Pérou, Bolivie et Argentine – ainsi que du Mexique, sur une période s'étendant de 1998 jusqu'à 2017. Certaines plumes ont préféré une approche comparative interétatique, alors que d'autres se sont intéressées aux dynamiques à l'intérieur d'un pays ou encore d'une division subnationale. Cette diversité d'approches enrichit la compréhén-

sion des lecteur·rices sur un espace public latino-américain « diversifié, hétérogène et en constant mouvement », « que ce soit à travers les mobilisations sociales et syndicales, les transformations de l'État, les politiques publiques ou les médias de communication » (Rose Chabot, Ximena Cuadra Montoya et Adriana Pozos Barcelata, p. 2).

Pour ce faire, chaque chapitre repose sur des recherches empiriques. Ceux-ci abordent, dans une première partie, les transformations de l'espace public matériel, médiatique et politique. Cela inclut deux chapitres sur les conglomérats médiatiques, l'un en Équateur (Thomas Chiasson-LeBel, p. 21-47) et l'autre à Bahia au Brésil (Durazo Herrmann, p. 81-104), ainsi qu'un chapitre sur l'espace urbain au Venezuela (Alejandro Velasco, p. 49-79), qui fera l'objet d'une plus ample discussion dans les prochaines lignes. Ensuite, l'ouvrage se tourne vers les relations de pouvoir politico-économique qui agissent sur l'espace public. On y aborde l'effet de l'extractivisme sur la démocratie (Nancy Thede, p. 107-132) de manière comparative entre un régime néolibéral – le Pérou – et un régime post-néolibéral – la Bolivie –, puis l'économie du Brésil (Edison Rodrigues Barreto Jr, p. 133-158), chapitre sur lequel nous reviendrons également dans les prochaines lignes. Les derniers chapitres portent finalement sur les acteur·rices de l'espace public, notamment la société civile et les mouvements sociaux. Deux chapitres incluent l'Argentine, l'un y analysant la polarisation politique (Gabriel Vommaro, p. 191-212), l'autre comparant la recomposition des gauches et des mouvements syndicaux avec le Brésil (Thomas Colombat, p. 161-190). Le troisième chapitre est consacré aux mouvements sociaux, notamment aux luttes autochtones, dans l'État de Veracruz au Mexique (Martín Aguilar Sánchez, p. 213-235).

Au terme de la lecture de ces chapitres, on peut constater le changement de dynamique depuis 1990 et observer la pluralité des espaces publics en Amérique latine. Certes, « [s]i, dans les années 1990 et 2000, les chercheurs étudiaient le virage à gauche en Amérique latine – ses causes,

ses dynamiques et bien sûr ses retombées et conséquences –, en 2019, au moment de la publication de cet ouvrage, une nouvelle tendance semble apparaître, l'étude d'un virage encore difficile à nommer » (Charmain Levy, p. 237).

La lecture attentive de chacun des chapitres permet toutefois d'également remarquer une faiblesse quant au fil conducteur de l'ouvrage. Au nom d'un « hommage à [la] complexité » de la notion d'espace public (Chabot, Cuadra Montoya et Pozos Barcelata, p. 3), on retrouve des thèmes qui peuvent apparaître plutôt disparates. Bien qu'informatifs, rigoureux et intéressants, les chapitres de Velasco et de Rodrigues Barreto Jr ont un peu l'effet de fausses notes dans une mélodie autrement harmonieuse. Le premier est davantage le résultat d'une recherche en études urbaines qui comprend l'espace public comme un synonyme d'espace urbain. Le passage suivant en est un bon exemple : « Alors que des espaces ostensiblement publics fermaient à l'ouest dans le cadre de la défense de la ville chaviste, de l'autre côté de Caracas, la place Sadel – de même que d'autres espaces publics tels que la place Francia située dans la zone riche d'Altamira – connaissait une réaffectation similaire » (Velasco, p. 74). Les notions d'espaces publics, d'espaces urbains et de places publiques y sont donc interchangeables, vidant ainsi de sa teneur théorique la notion « d'espace public » au sens de *public sphere* en anglais ou *Öffentlichkeit* en allemand. C'est possiblement un problème conceptuel lié à la traduction vers le français de cette notion, qui l'amalgame au bitume et aux espaces verts. L'introduction réfère d'ailleurs à un ouvrage ayant pour titre *The Politics of Public Space* côte à côte avec d'autres contenant l'expression « *public sphere* » dans leur intitulé. Deux notions différentes, traduites dans ce livre par « espace public » dans les deux cas. D'ailleurs, dans ce chapitre, Velasco cite *Le droit à la ville* d'Henri Lefebvre, mais il n'y a aucune référence à un texte, disons « classique », sur la notion politique, sociologique d'espace public. Afin de mieux s'en tenir à un fil directeur clair, il aurait été préférable que la notion d'es-

pace public soit plutôt interchangeable avec celle de sphère publique. En ce qui a trait au chapitre de Rodrigues Barreto Jr, il s'agit d'un traité économique qui pose comme objectif de « dresser un bilan de la façon dont les conditions macroéconomiques ont influé sur l'espace public brésilien lors de la destitution de Dilma Rousseff » (p. 134), en ne faisant finalement que le bilan sans réellement s'attarder aux conséquences sur l'espace public. Encore une fois, les textes de Velasco et de Rodrigues Barreto Jr sont riches et pertinents, et ils permettent en plus de rendre de compte d'enjeux trop souvent hors du radar d'un public nord-américain. C'est plutôt leur inclusion dans cet ouvrage spécifique qui nous pose problème.

En somme, au lieu de concevoir et d'analyser l'espace public de la manière « la plus explicite (géographique et territoriale, médiatique) à la plus intangible (relations de pouvoir, structures institutionnelles) » (Chabot, Cuadra Montoya et Pozos Barcelata, p. 3), cet ouvrage aurait pu s'en tenir à une idée de l'espace public dont on peut faire la filiation depuis Aristote, puis Machiavel, mais qui s'est surtout cristallisée autour de l'œuvre phare de Jürgen Habermas. Conceptualisée ainsi, la notion d'espace public est déjà suffisamment complexe et diverse pour permettre une multiplicité d'analyses. Par exemple, le livre, sous la direction de Craig

Calhoun, faisant un retour sur la thèse d'Habermas et publié en 1992, ou les critiques d'autres comme Chantal Mouffe – en faveur d'une sphère publique dite agoniste – ou Oskar Negt et Alexander Kluge – qui conceptualisent une sphère publique prolétaire – le montrent bien. En d'autres mots, il aurait été pertinent de s'en tenir à la définition donnée en conclusion de l'ouvrage selon laquelle « les espaces publics deviennent un lieu de contestation des décisions de l'État et de l'opinion publique » (Levy, p. 249).

Cela dit, *Les espaces publics, la démocratie et les gauches en Amérique latine* dirigé par Julián Durazo Hermann donne la possibilité à son lectorat d'enrichir et de mettre à jour sa compréhension de la situation sociale, politique et économique dans divers pays d'Amérique latine. Il renseigne aussi sur les mouvements sociaux et les mouvements de gauche au cœur d'avancées démocratiques et sociales. C'est donc un livre important pour quiconque s'intéresse à cette région et cherche à ouvrir ses horizons avec un assemblage d'études interdisciplinaires.

Francis Therrien

Étudiant en pédagogie de l'enseignement supérieur, Université du Québec à Montréal
Détenteur d'une maîtrise en études médiatiques de l'Université d'Oslo
 therrien.francis.2@courrier.uqam.ca